

MEDEF Actu-Eco - n°270

Direction des études

Semaine du 2 au 6 janvier 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Situation des entreprises au troisième trimestre 2016 :** stabilisation du taux de marge, encore inférieur de 2 points à son niveau de 2007
2. **Situation des ménages au troisième trimestre 2016 :** gains de pouvoir d'achat de +0,6% (+2,4% sur un an), remontée du taux d'épargne
3. **Dette publique à la fin du troisième trimestre 2016 :** 2160 milliards d'euros (+57 milliards sur un an), soit 97,6% du PIB
4. **Demandes d'emploi en novembre 2016 :** -31 800 pour la catégorie A et +15 000 pour l'ensemble des catégories, durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 580 jours
5. **Dépenses de consommation des ménages en biens en novembre 2016 :** +0,4% sur un mois, +3,3% sur un an
6. **Immatriculations de voitures neuves en 2016 :** remontée au-dessus des 2 millions pour la première fois depuis 2011, poussée de la pénétration étrangère

INTERNATIONAL

7. **Dépenses de protection sociale en Europe en 2014 :** 29% du PIB de l'Union, avec un écart de 1 en Lettonie à 2,4 en France
8. **Marchés :** remontée de l'or ainsi que des taux français et allemand à 10 ans, euro à un niveau toujours bas

1. Situation des entreprises au troisième trimestre 2016 : stabilisation du taux de marge, encore inférieur de 2 points à son niveau de 2007

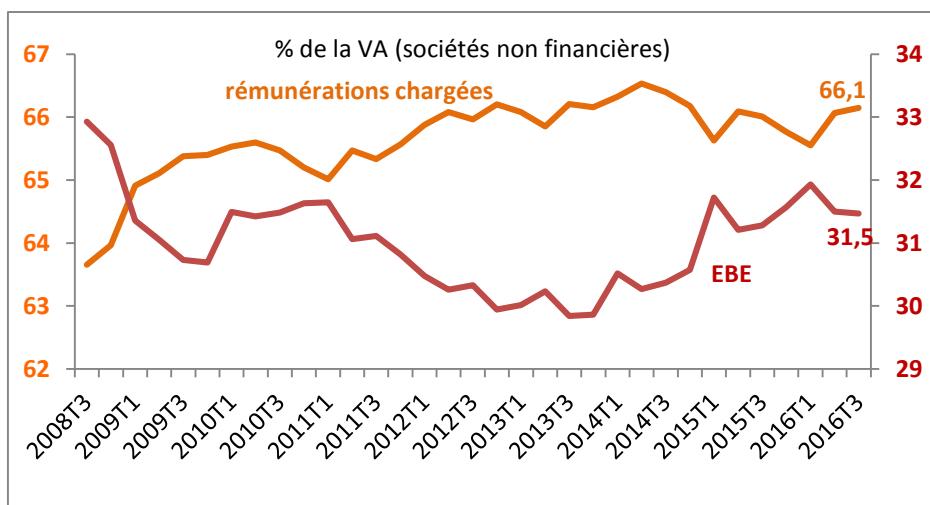
* Selon la première estimation de l'INSEE des comptes nationaux trimestriels, *la valeur ajoutée des sociétés non financières s'est un peu redressée au troisième trimestre 2016 (+0,4%)* après -0,6% au deuxième trimestre et +1,4% au premier. Elle a progressé de +2,3% sur un an.

*Cet accroissement de la valeur ajoutée recouvre une *progression de +0,6% des rémunérations* (après +0,2%). Sur un an, elles ont augmenté de +2,5%. Le montant des impôts sur la production nets de subventions s'est contracté pour le quatrième trimestre consécutif : -1,7% (-9,9% sur un an). Cette baisse s'explique par une nouvelle hausse des subventions d'exploitation (+2,3%, et +9,7% sur un an) alors que les impôts « bruts » se sont légèrement accrus (+0,5%).

En conséquence, *l'excédent brut d'exploitation* (EBE) des sociétés non financières a légèrement rebondi de +0,3%, après -1,9% au deuxième

trimestre. Il s'est accru de +2,9% sur un an. Le *taux de marge* s'est maintenu à son niveau du deuxième trimestre (31,5% de la valeur ajoutée) où il avait reculé. Cette stabilisation résulte d'un double mouvement : d'une part « *la productivité apparente du travail se replie légèrement tandis que les salaires réels augmentent un peu, ce qui pèse sur le taux de marge* » ; d'autre part « *la prime à l'embauche dans les PME monte en charge* ». Il est *inférieur de 2 points à son niveau de 2007*.

*Au-delà des variations d'un trimestre sur l'autre qui pourront être révisées, la valeur ajoutée a progressé de +2,7% *entre les trois premiers trimestres 2015 et les trois premiers trimestres 2016*, comme les rémunérations. L'EBE a davantage augmenté (+3,5%) de sorte que *le taux de marge a continué de se redresser* de 31,4% à 31,6% entre les deux périodes.



Source : INSEE

**Le profit distribuable après impôts* (autofinancement + revenus distribués nets, c'est-à-dire versés – reçus) s'est accru de +0,4% au troisième trimestre 2016, après un recul de -3,1% au deuxième et un fort rebond de +7,1% au début

de l'année 2016. Il représente *24,9% de la valeur ajoutée* (20,4% au titre de l'autofinancement et 4,5% au titre des revenus distribués). Il en représentait 25,8% en 2007.

Évolution des principaux ratios d'exploitation des sociétés non financières

% VA au prix du marché	Rémunérations chargées	dont : salaires et traitements bruts versés	Impôts indirects nets de subventions	Marge brute (EBE)	Profit distribuable après impôts*	dont : Distribution nette
2015T4	65,8	49,5	2,7	31,6	24,4	4,4
2016T1	65,6	49,3	2,5	31,9	25,5	4,4
2016T2	66,1	49,7	2,4	31,5	24,9	4,4
2016T3	66,1	49,8	2,4	31,5	24,9	4,4
2007	63,0	47,8	3,5	33,5	25,8	6,3
2008	63,5	48,2	3,4	33,0	23,0	6,2
2009	65,2	49,5	3,8	31,0	23,3	6,5
2010	65,4	49,9	3,0	31,5	24,5	5,7
2011	65,3	49,5	3,5	31,2	23,6	5,4
2012	66,0	49,9	3,7	30,3	21,3	4,9
2013	66,1	49,8	3,9	30,0	21,2	4,2
2014	66,4	49,8	3,2	30,4	22,0	4,6
2015	65,9	49,6	2,7	31,4	24,2	4,5
2016 (3T)	65,9	49,6	2,4	31,6	25,1	4,4

Source : INSEE / (*) épargne brute (autofinancement) + distribution nette

* L'**épargne brute** des sociétés non financières (autofinancement) s'est accrue de +0,3% au troisième trimestre 2016, après -3,9% au deuxième et +7,3% au premier. La hausse a été de +5% sur un an. Les **investissements** ont quasiment stagné (+0,1%), comme au deuxième trimestre, de

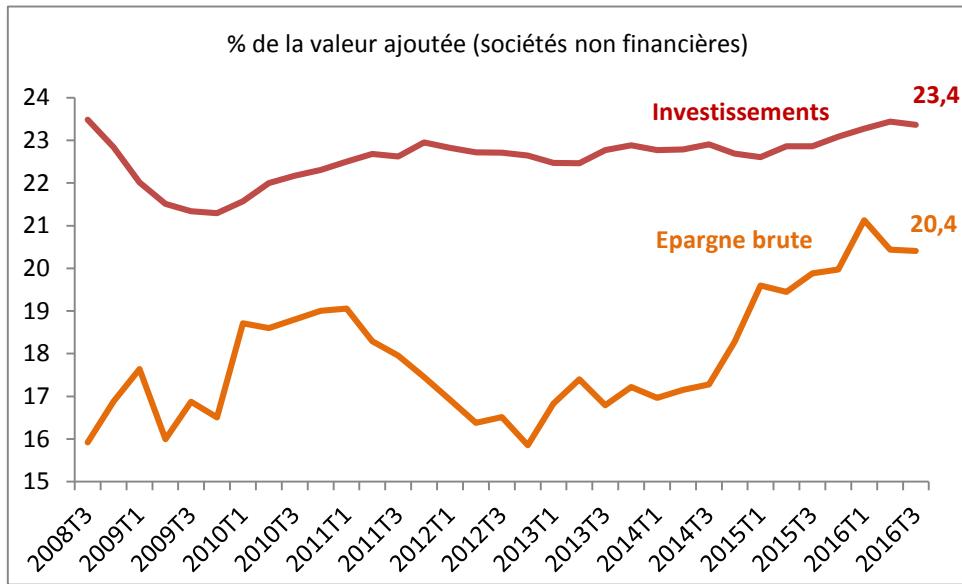
sorte que le taux d'investissement s'est un peu tassé, à 20,4% de la valeur ajoutée.

Au total, le **taux d'autofinancement** des trois premiers trimestres 2016 s'établit à 88,5%, supérieur de 2 points à celui de 2015 et de 2007.

Investissements et autofinancement (sociétés non financières)

% de la valeur ajoutée	Epargne brute (A)	Investissements (B)	Taux d'autofinancement (A/B)
2015T4	20,0	23,1	86,5
2016T1	21,1	23,3	90,8
2016T2	20,4	23,4	87,2
2016T3	20,4	23,4	87,4
2007	19,5	22,7	86,0
2008	16,8	23,3	71,8
2009	16,8	21,5	77,8
2010	18,8	22,0	85,3
2011	18,2	22,7	80,2
2012	16,4	22,7	72,2
2013	17,1	22,6	75,3
2014	17,4	22,8	76,4
2015	19,7	22,9	86,3
2016 (3T)	20,7	23,4	88,5

Source : INSEE



Source : INSEE

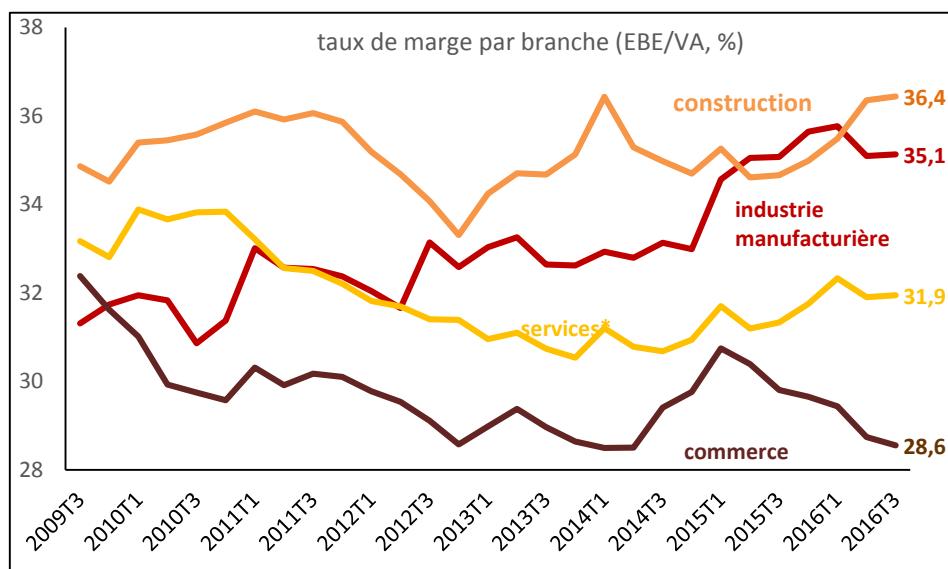
* Le taux de marge s'est amélioré dans les grandes branches au troisième trimestre 2016, à l'exception du commerce.

- Dans l'*industrie manufacturière*, le redressement enregistré depuis le début de l'année 2015 s'est interrompu au deuxième trimestre 2016, suivi d'un modeste raffermissement au troisième. Le taux de marge des trois premiers trimestres 2016 s'établit à 35,3%, un peu supérieur à son niveau de 2007 (34,9%).

- Dans la *construction*, il a continué de se redresser mais reste inférieur à son niveau de 2007 (37,3%).

- Enfin, dans les *services principalement marchands* (hors services financiers et immobiliers), le taux de marge des trois premiers trimestres est de 32,1%, un peu au-dessus de 2015 mais quatre points de moins qu'en 2007.

- Dans le *commerce*, il a continué de se réduire, avec une moyenne des trois premiers trimestres de 28,9%, son plus bas niveau depuis deux ans (33,2% en 2007).



Source : INSEE / (*) services principalement marchands hors services immobiliers et financiers

2. Situation des ménages au troisième trimestre 2016 : gain de pouvoir d'achat de +0,6% (+2,4% sur un an), remontée du taux d'épargne

*Les résultats détaillés des comptes nationaux trimestriels mettent en évidence une **accélération du revenu disponible brut des ménages (RDB) au troisième trimestre 2016 : +0,7%** en valeur, après +0,3% au deuxième.

C'est le résultat combiné de trois évolutions favorables : repli des impôts sur le revenu et le

patrimoine (aménagement de la décote de l'IR), accélération de la masse salariale (hausse de +0,3% du salaire moyen par tête), prestations sociales un peu plus dynamiques. Sur un an, le RDB aura progressé de +2%, dont +2,4% pour les salaires bruts et +1,9% pour les prestations sociales.

	2015 T4	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T3/2015 T3
Evolution en valeur (%)					
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,5	+0,5	+0,3	+0,7	+2,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	+1	+0,7	+0,5	-0,9	+1,3
Cotisations sociales versées	+0,3	+0,8	+0,5	+0,6	+2,2
Prix à la consommation	0,0	-0,1	+0,1	+0,1	+0,1
Salaires bruts	+0,6	+0,8	+0,4	+0,6	+2,4
Prestations sociales	+0,6	+0,4	+0,4	+0,5	+1,9
Evolution en pouvoir d'achat (%)					
Revenu Disponible Brut (RDB)	+0,5	+0,6	+0,2	+0,6	+1,9
RDB par unité de consommation	+0,4	+0,5	+0,1	+0,5	+1,5
Salaires bruts	+0,6	+0,9	+0,3	+0,5	+2,4
Prestations sociales	+0,6	+0,5	+0,3	+0,4	+1,9
Ratios (% revenu disponible brut) (% du RDB)					
Taux d'épargne (totale)	14,9	14,4	14,5	14,9	-
Taux d'épargne financière	5,9	5,6	5,5	5,9	-

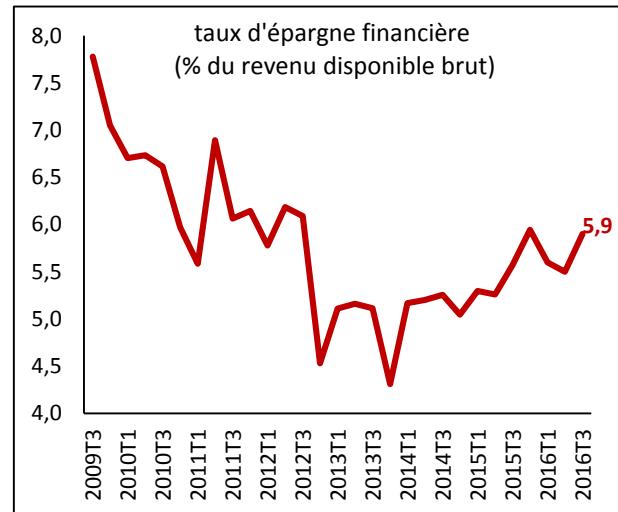
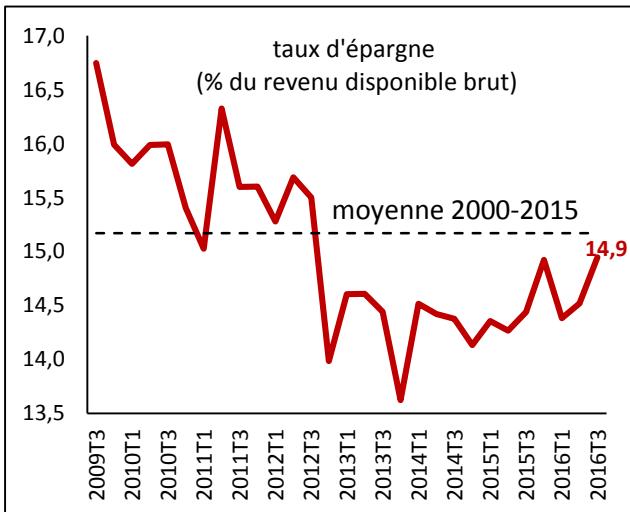
Source : INSEE

* Compte tenu de la très faible hausse des prix des dépenses de consommation analogue à celle du deuxième trimestre (+0,1%), le pouvoir d'achat des ménages a accéléré dans les mêmes proportions que le RDB (+0,6% après +0,2%). Par unité de consommation¹, c'est-à-dire en tenant compte de la croissance de la population et de la

structure des ménages, l'accélération du pouvoir d'achat a un profil similaire (+0,5%).

* Au total, comme la consommation des ménages en volume est restée atone, leur taux d'épargne a augmenté de +0,4 point, pour s'établir à 14,9% du RDB, en dessous de sa moyenne 2000-2015. Le taux d'épargne financière s'est redressée à 5,8%.

1 - Système de pondération tenant compte de la composition du ménage (nombre de personnes, âge)

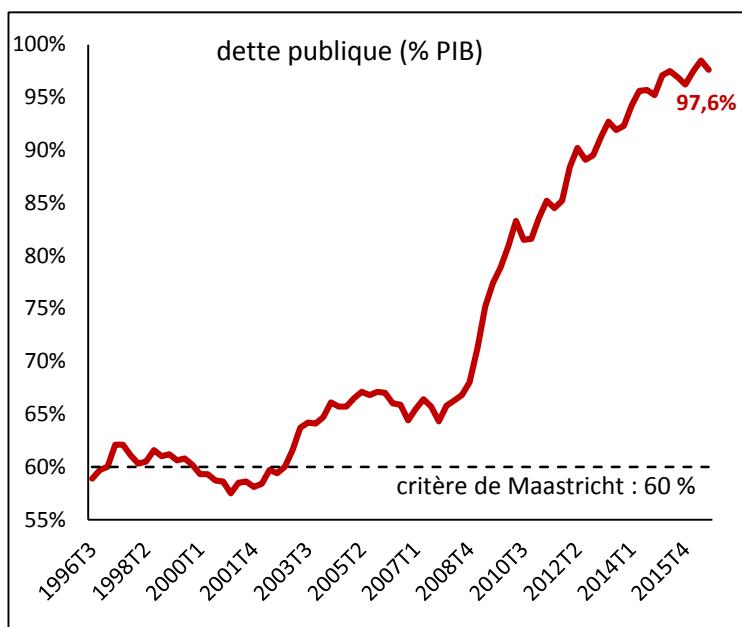


Source : INSEE

3. Dette publique à la fin du troisième trimestre 2016 : 2160 milliards d'euros (+57 milliards sur un an), soit 97,6% du PIB

*La **dette publique au sens de Maastricht** (dette brute) a atteint **2 160,4 milliards d'euros au 30 septembre 2016**. Elle est composée à hauteur de **80%** de l'**endettement de l'Etat**. Elle représente désormais **97,6% du PIB**. Elle a reculé de **-10,3 milliards par rapport au deuxième trimestre 2016** (-0,9 point de PIB).

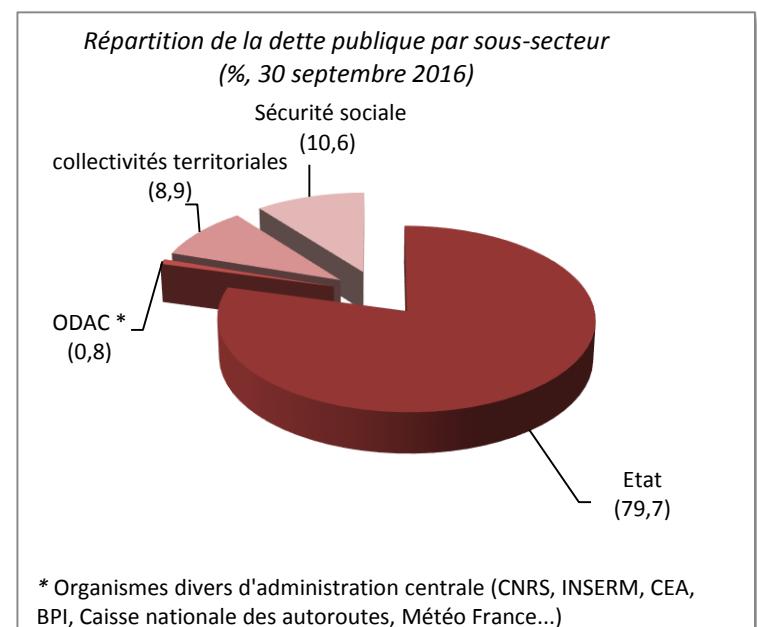
*Près de la moitié de cette baisse (-4,8 milliards d'euros) est imputable aux **administrations de Sécurité sociale**, surtout du fait de l'ACOSS



(remboursement de titres de créance à des unités hors des administrations publiques).

L'Etat a réduit son endettement de -2,3 milliards, la baisse de la dette négociable à court terme (-10,2 milliards) ayant plus que compensé l'augmentation des encours à long terme (+7 milliards).

La dette des **administrations publiques locales** a baissé de -1,7 milliard.



Source : INSEE

* Entre le 30 septembre 2015 et le 30 septembre 2016, la dette publique s'est accrue de **+56,7 milliards d'euros** (+2,7%), soit une hausse de +0,7 point de PIB. Cette augmentation est **imputable pour l'essentiel à l'accroissement de l'endettement de l'Etat** (+50 milliards d'euros).

Celui des administrations publiques locales s'est alourdi de +7 milliards d'euros et celui de la Sécurité sociale de +3,5 milliards d'euros. La dette des ODAC a en revanche baissé de -3,5 milliards d'euros.

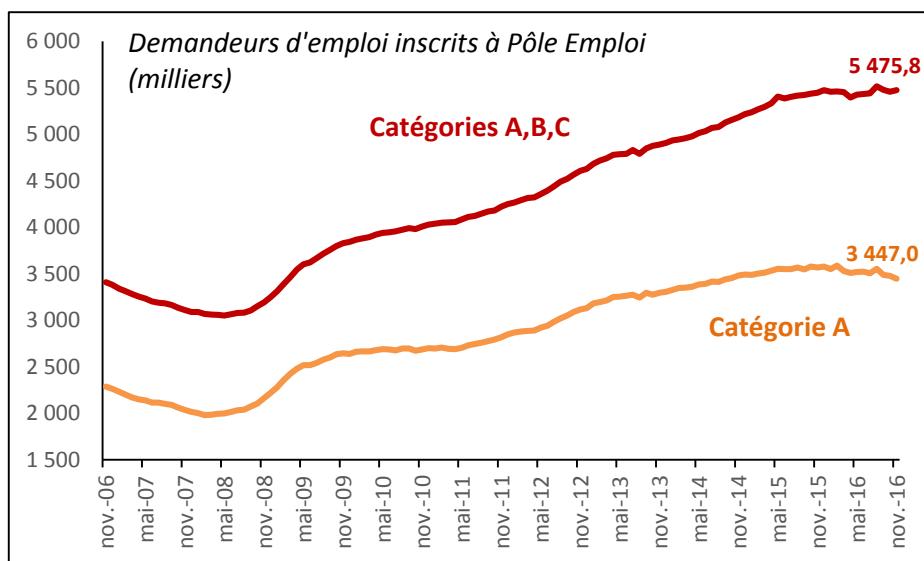
4. Demandes d'emploi en nombre 2016 : -31 800 pour la catégorie A et +15000 pour l'ensemble des catégories, durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 580 jours

* Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en **catégorie A (sans emploi)** en France métropolitaine a baissé de **-31 800 en novembre 2016 (-0,9%)**, pour s'établir à **3 447 000**. Il s'élève à 3 703 400 pour la France entière (y compris les Départements et Régions d'Outre-mer).

Par sexe, cette baisse concerne davantage les hommes (-1,1%) que les femmes (-0,7%). Par tranche d'âge, elle concerne les moins de 25 ans (-

2,3%) puis les 25-49 ans (-1,1%). En revanche, le nombre des demandeurs de 50 ans et plus s'est légèrement accru (+0,2%).

*Au contraire, Le nombre total des demandeurs d'emploi - **ensemble des catégories A, B et C** - a progressé de **+15 000 personnes (+0,3%)**, pour atteindre **5 475 800**, toujours en France métropolitaine (5 778 000 pour la France entière).



Source : Dares

* Entre novembre 2015 et novembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A s'est réduit de **-122 600 personnes (-3,4%)**. En revanche, **toutes catégories confondues**, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de **+28 000 (+0,5%)**.

La baisse dans la *catégorie A* :

- par sexe : un baisse plus forte chez les hommes que chez les femmes ;
- par tranche d'âge : un recul de plus de 9% de demandeurs de moins de 25 ans (effets des mesures spécifiques comme les emplois aidés et les mises en formation), et à un moindre

degré pour les 25-49 ans ; une nouvelle hausse des demandeurs de 50 ans et plus ;

- par région : une repli des demandeurs dans les treize régions de France métropolitaine mais d'ampleur très variable, de -0,7% en Provence-Alpes-Côte d'Azur à -6,9% en Pays de la Loire. La baisse a été de -1,1% dans les Départements et Régions d'Outre-mer, dont seule la Réunion a enregistré une hausse.

Le nombre des demandeurs d'emploi *toutes catégories confondues* a baissé sur un an dans cinq régions (Bourgogne-Franche-Comté, Corse, Hauts-de-France, Normandie, Pays de la Loire).

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en novembre 2016 (France métropolitaine)

	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1801,0	-20,6	-1,1	-78,6	-4,2
Femmes	1646,0	-11,2	-0,7	-44,0	-2,6
Moins 25 ans	472,7	-10,9	-2,3	-48,1	-9,2
25 à 49 ans	2075,9	-23,1	-1,1	-89,0	-4,1
50 ans ou plus	898,4	+2,2	+0,2	+14,5	+1,6
Ensemble	3447,0	-31,8	-0,9	-122,6	-3,4

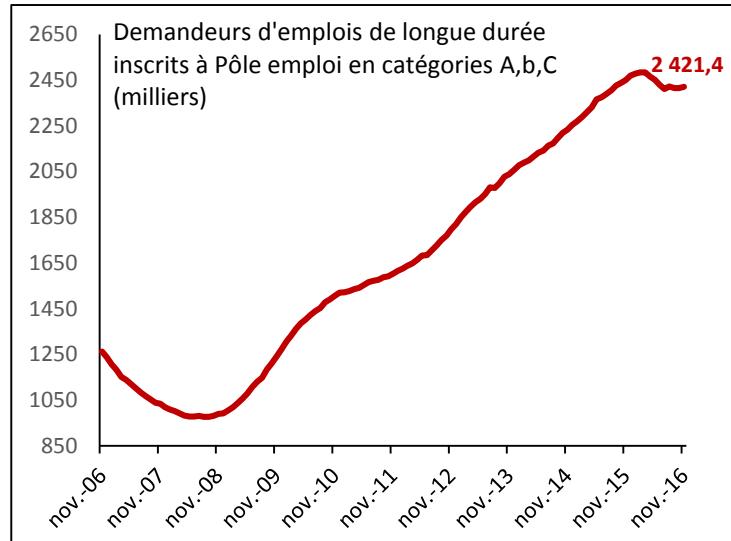
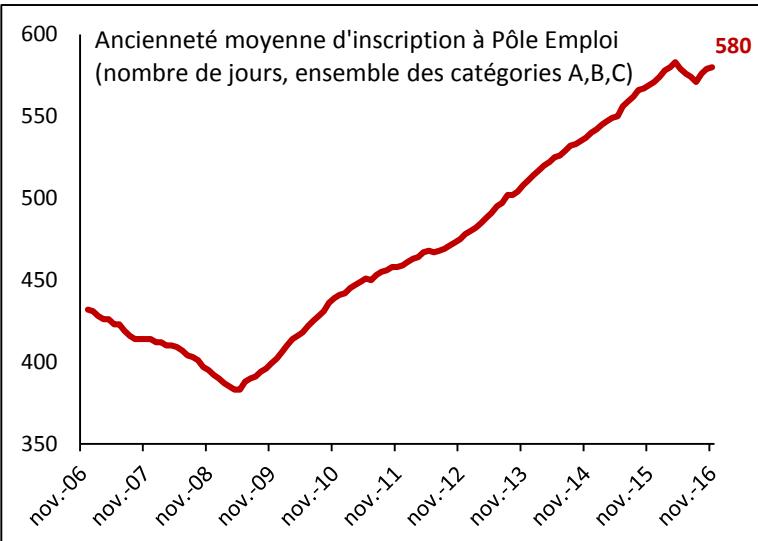
Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C a augmenté pour le troisième mois consécutif **en novembre 2016**, après cinq mois de baisse, pour atteindre **580 jours** (+11 jours sur un an), soit **19 mois**.

*Le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an)** s'est accru en

novembre 2016 (+5 600, soit +0,2%), avec **2 421 400 personnes** (44,2% du total).

En revanche, leur nombre a baissé de **-28 600 sur un an** (-1,2%). Cette baisse globale, imputable pour l'essentiel aux inscrits depuis 1 à 2 ans, ne doit pas masquer la **nouvelle progression des inscriptions anciennes de 3 ans et plus**, qui concernent désormais 837 700 personnes (809 300 en novembre 2015).



Source : Dares

5. Dépenses de consommation des ménages en biens en novembre 2016 : + 0,4% en un mois, + 0,8% en moyenne sur trois mois

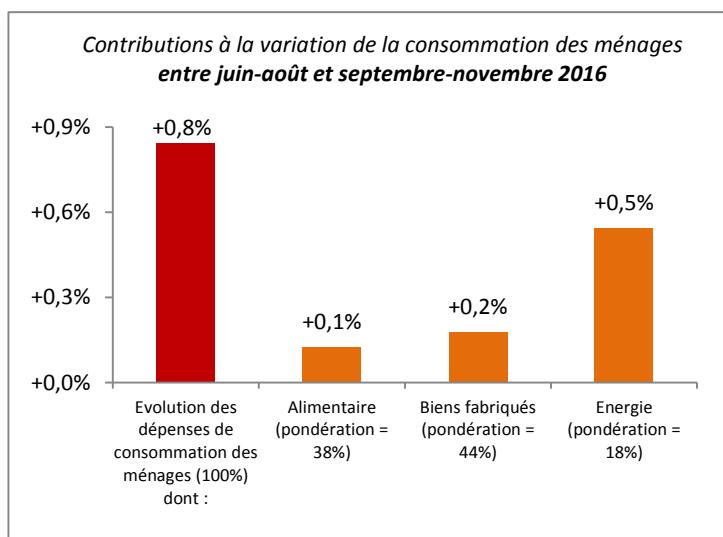
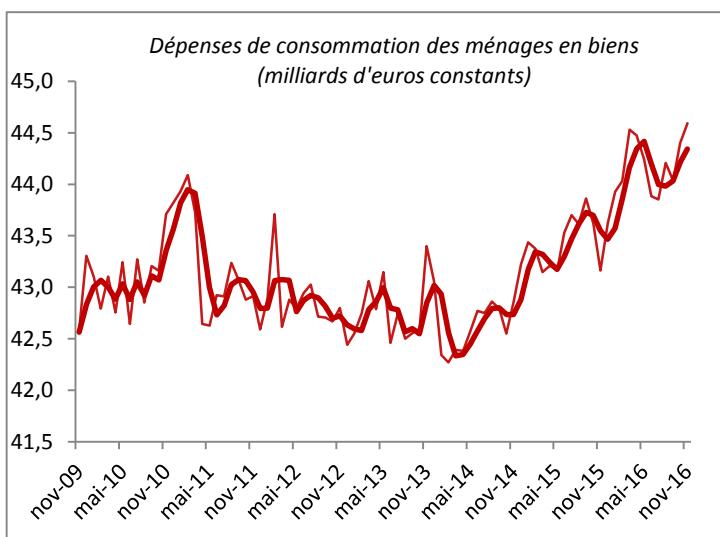
* Les dépenses de consommation des ménages en biens ont progressé en novembre pour le deuxième mois consécutif (+0,4%), mais à un rythme plus modéré qu'en octobre (+0,8%).

Cette décélération est principalement imputable aux dépenses en énergie qui se sont accrues « moins vigoureusement » que le mois dernier (+1,4% contre +3,6%) et dans une moindre mesure aux dépenses « en biens fabriqués » (+0,3% contre +0,5%). En effet :

- les dépenses en produits raffinés ont ralenti (+1,7% après +2,7%) bien que toujours « dynamiques, portées par les dépenses en carburants »,
- le ralentissement des dépenses en « biens fabriqués » s'explique par le net repli des

dépenses en habillement (-0,9% après +1,8% le mois dernier), « en particulier les achats de chaussures qui avaient connu un fort rebond en octobre », ainsi que de celles en biens d'équipement du logement (-0,9% après +1,6%), « notamment les téléviseurs après un premier semestre dynamique ». Ces replis ont néanmoins été contrebalancés par « des achats dynamiques d'automobiles neuves et de motos » (+0,9% contre +0,1% en octobre).

Seuls les achats de produits alimentaires ont enregistré une légère accélération (+0,1% après -0,1% en octobre), portés par les dépenses de produits laitiers qui ont encore augmenté « suivant une tendance haussière depuis le début de l'année ».



Source : INSEE

* Sur les trois derniers mois connus (septembre, octobre et novembre), les dépenses des ménages ont accéléré de +0,8% par rapport aux trois mois précédents, soutenues par les dépenses en énergie qui expliquent presque les 2/3 de la hausse.

* En glissement sur douze mois, les dépenses des ménages en novembre ont augmenté de +3,3% sous l'effet conjugué d'une accélération des dépenses en énergie (+8,3%) et de celles en « biens fabriqués » (+3,4%) dont notamment celles en biens d'équipement du logement (+6,5%) et celles liées à l'automobile (+4,2%).

Evolution et structure des dépenses de consommation des ménages en biens (variation en %)

	Poids ¹	Sept. 2016	Oct. 2016	Nov. 2016	Nov. 16 / Nov. 15	Sept.16 - Nov. 16 / Juin 16 - Août 16
Total	100%	-0,4	+0,8	+0,4	+3,3	+0,8
Alimentaire	38%	+0,1	-0,1	+0,1	+0,9	+0,3
Biens fabriqués	44%	-0,3	+0,5	+0,3	+3,4	+0,4
Biens durables, dont	21%	+0,4	+0,1	+0,9	+4,8	+1,0
Automobiles	11%	+0,3	-1,0	+2,4	+4,2	+2,1
<i>Equipement du logement</i>	7%	-0,4	+1,6	-0,9	+6,5	-1,3
Habillement	9%	-1,7	+1,8	-0,9	+2,0	-1,0
Autres	13%	-0,5	+0,4	+0,3	+2,2	+0,4
Energie	18%	-1,8	+3,6	+1,4	+8,3	+3,0
Gaz et électricité	10%	-0,8	+4,4	+1,2	+8,7	+2,3
Carburants et fuel	8%	-3,0	+2,7	+1,7	+7,9	+4,0

¹ Pondération dans la consommation des ménages en biens

Source : INSEE

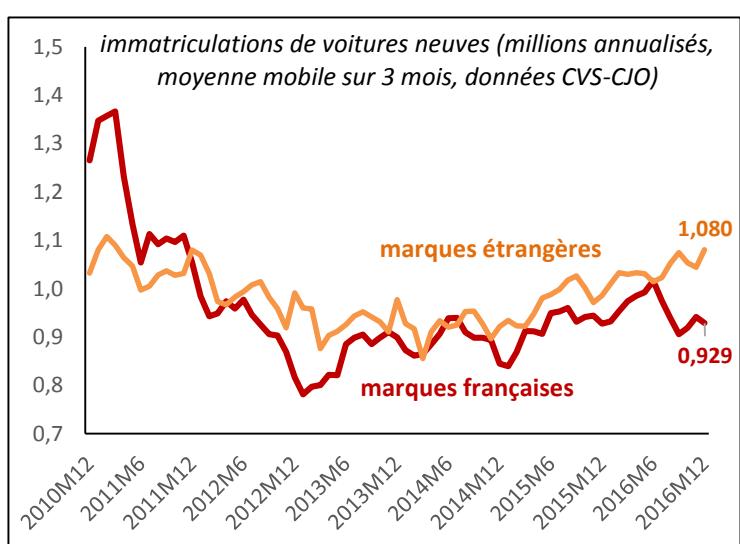
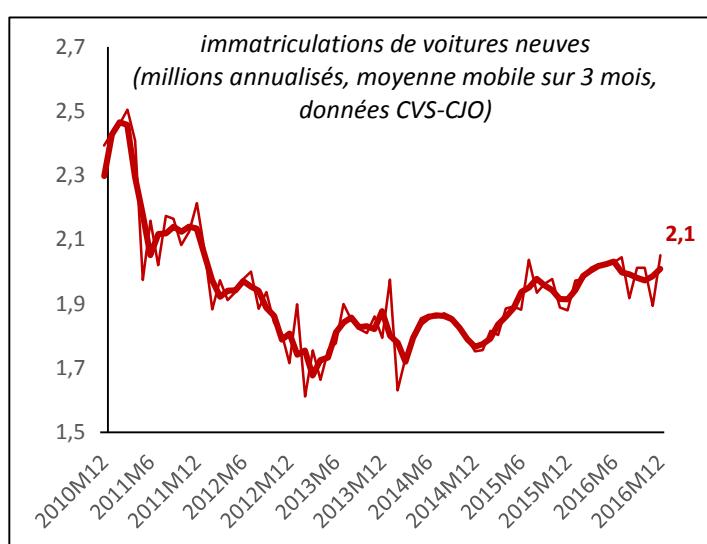
6. Immatriculations de voitures neuves en 2016 : remontée au-dessus des 2 millions pour la première fois depuis 2011, poussée de la pénétration étrangère

*Les immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, y compris véhicules des domaines et transit temporaire (données cvs-cjo) ont augmenté de +1,6% en décembre 2016, avec 173 591 véhicules (194 381 en données brutes). Cette hausse recouvre un fort rebond des marques étrangères et un repli des marques françaises.

*La moyenne des immatriculations du quatrième trimestre 2016 s'inscrit en progression

de +1,4% sur celle du troisième trimestre (toujours en données cvs-cjo), dont +2,5% pour les marques françaises et +0,5% pour les marques étrangères.

En glissement sur un an, les immatriculations du quatrième trimestre 2016 marquent une progression de +5%, exclusivement imputable à celle des immatriculations étrangères (+9,6%, contre +0,1% pour les marques françaises).



Source : CCFA – Calculs Coe-Rexecode

*Sur l'ensemble de 2016, il y a eu **2 015 1863 immatriculations de voitures particulières** (+5,1% par rapport à 2015).

C'est la première année depuis 2011 où leur nombre dépasse la barre des 2 millions. Les

marques françaises ont moins augmenté que les marques étrangères en 2016 (+4,1% contre +6,1%). Elles ont représenté 48,5% des immatriculations totales, après 48,9% en 2015 et 49,6% en 2014.

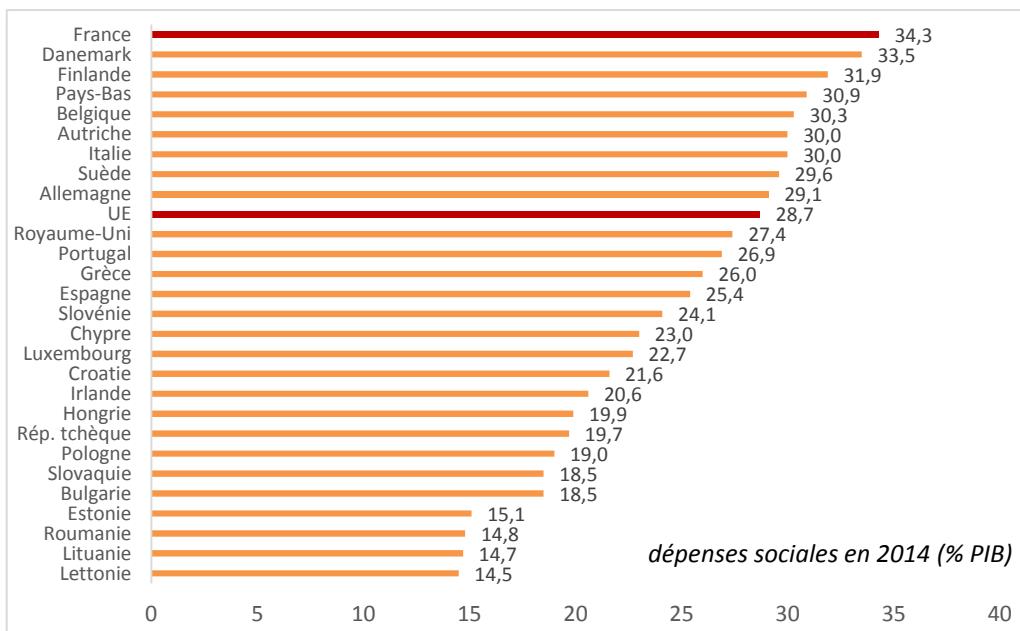
* Selon le Comité des constructeurs français d'automobiles, la **baisse de la part du diesel dans les ventes s'est poursuivie en 2016**, avec 52,1 % des voitures neuves, contre 73% en 2012. En contrepartie, la part des **voitures à essence** a remontée (43,8 % des immatriculations). La part des **hybrides a marqué le pas**, passant de 3,2% en 2015 à 2,9 % en 2016, sur fond de fiscalité moins avantageuse.

Très favorisées en revanche par l'Etat, avec un «superbonus» pouvant atteindre 10 000 euros pour la mise au rebut d'un vieux modèle diesel, les **voitures électriques ont poursuivi leur montée en puissance**, à partir d'un niveau très faible. Elles dépassent pour la première fois en année pleine le seuil des 1% des immatriculations en 2016 (1,08 % exactement), contre 0,9 % en 2015.

7. Dépenses de protection sociale en Europe en 2014 : 29% du PIB de l'Union, avec un écart de 1 en Lettonie à 2,4 en France

*Les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne (UE) ont représenté **28,7% du PIB en 2014** selon les données qu'Eurostat vient de publier. Elles ont augmenté de +0,4 point de PIB en trois ans (28,3% PIB en 2011). C'est en

France que la hausse a été la plus forte au sein de l'UE (+1,6 point), devant notamment l'Italie (+1,5 point) et l'Allemagne (+0,5 point). Elles ont baissé dans huit pays dont le Royaume-Uni et la Grèce (- 1,7 point) et l'Irlande (-2,9 points).



Source : Eurostat (communiqué de presse 262/2016, 21 décembre 2016)

*Le niveau moyen des dépenses de protection sociale masque de **fortes disparités entre Etats membres**. Les dépenses de protection sociale représentaient plus de 30% du PIB dans cinq pays : la France (en tête du classement avec 34,3% du PIB), le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et la Belgique. En revanche, elles étaient inférieures à 20% du PIB dans les pays d'Europe centrale et dans les pays baltes (la Lettonie est au dernier rang du classement avec 14,5% du PIB). Elles sont proches de la moyenne européenne en Allemagne et au Royaume-Uni. Ces écarts reflètent des différences de niveau de vie ainsi qu'une grande diversité des systèmes nationaux de protection sociale comme des structures économiques, démographiques et sociales.

*De grandes différences apparaissent aussi quand on compare les **dépenses sociales par habitant en standard de pouvoir d'achat** (SPA) qui permet d'éliminer les écarts de niveau de vie et d'inflation. C'est au Danemark, aux Pays-Bas et en Autriche qu'ont été enregistrées les dépenses par habitant

les plus élevées, aux alentours de 35 à 40% au-dessus de la moyenne de l'UE, suivis de l'Allemagne et de la France à environ 30% au-dessus de la moyenne. C'est en Roumanie que la dépense par habitant a été la plus faible (plus de 70% en dessous de la moyenne de l'UE), suivie de la Bulgarie et de la Lettonie, avec des niveaux inférieurs de 65 à 70% inférieurs à la moyenne.

* La **structure des dépenses sociales** est également très variable d'un pays membre à l'autre. Globalement, le poste des « **pensions de vieillesse et de survie** » constitue la part la plus importante (46% du total pour la moyenne de l'Union), avec là encore une forte disparité : plus de 60% en Grèce et en Pologne ; 55 à 60% en Italie, au Portugal et en Roumanie ; 45% en France, 43% au Royaume-Uni, 40% en Belgique, 39% en Allemagne, moins de 30% en Irlande. Deuxième poste pour l'UE (36,5% des dépenses de protection sociale), les prestations de « **maladie, soins de santé et invalidité** » comptent pour la plus grande part dans les dépenses de l'Irlande

(41%) et de l'Allemagne (43%). Parmi les autres Etats-membres, cette part varie de 23% à Chypre et 26% en Grèce à 29% en Italie, 35% en France, 37% en Belgique et au Royaume-Uni, 42% aux Pays-Bas. En moyenne de l'UE, les **prestations familiales** représentaient 8,5% de l'ensemble des prestations sociales, qui s'échelonnent de 3% aux Pays-Bas à 15,6% au Luxembourg, en passant par 5,4% en Italie ou 7,8% en France, un peu plus de 10% au Royaume-Uni et de 11% en Allemagne et au Danemark. Les

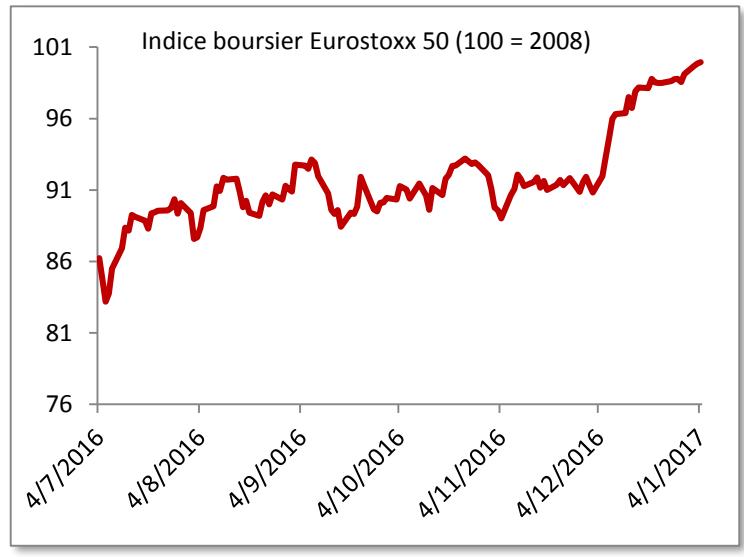
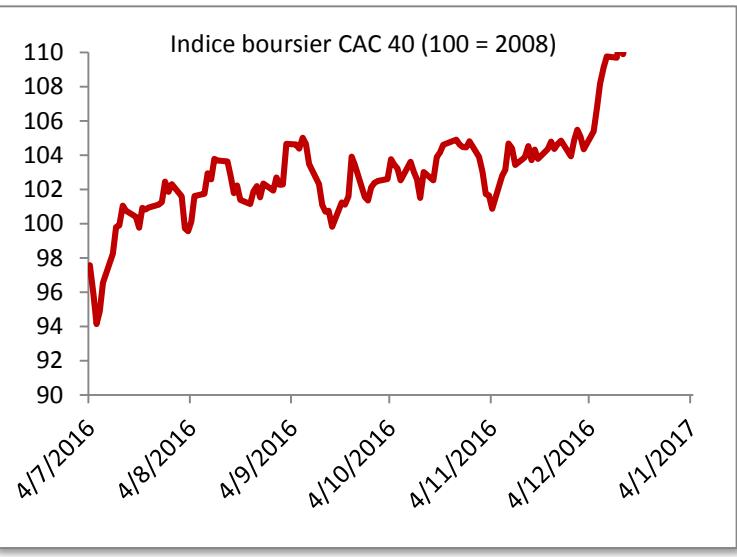
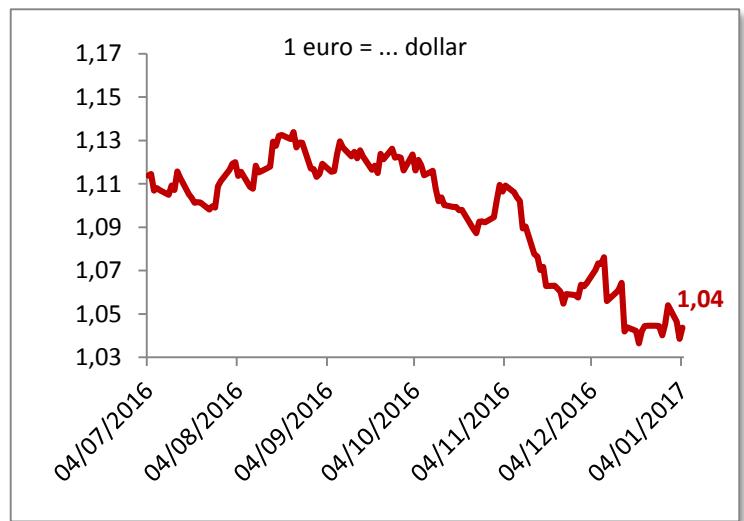
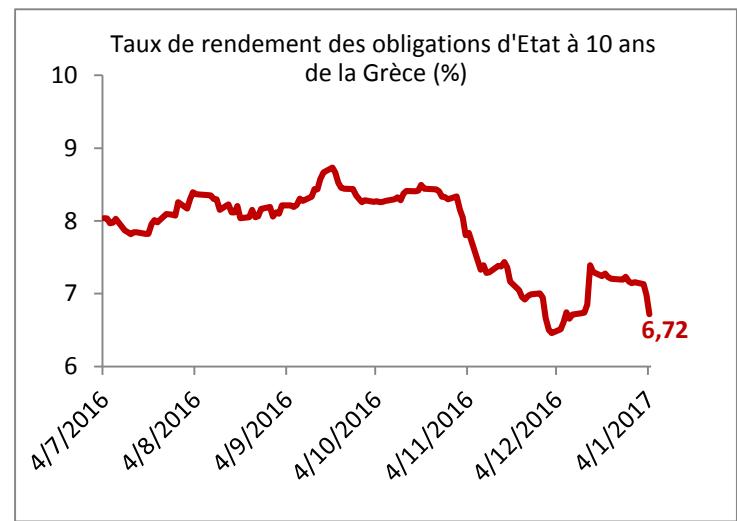
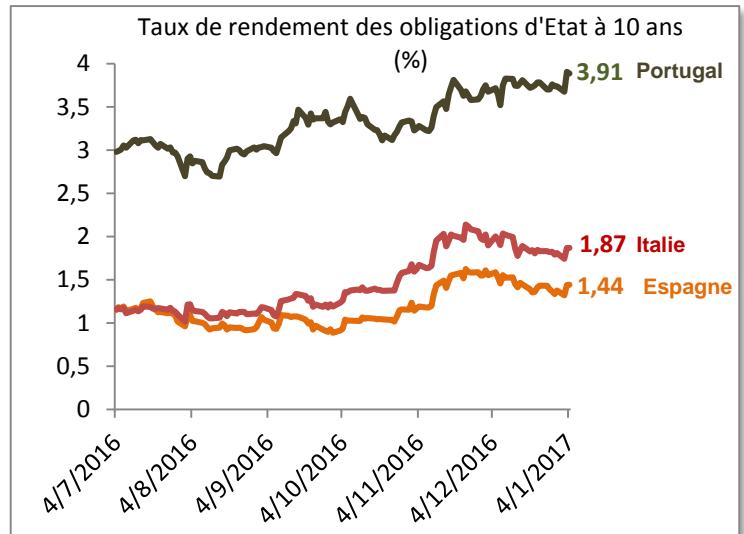
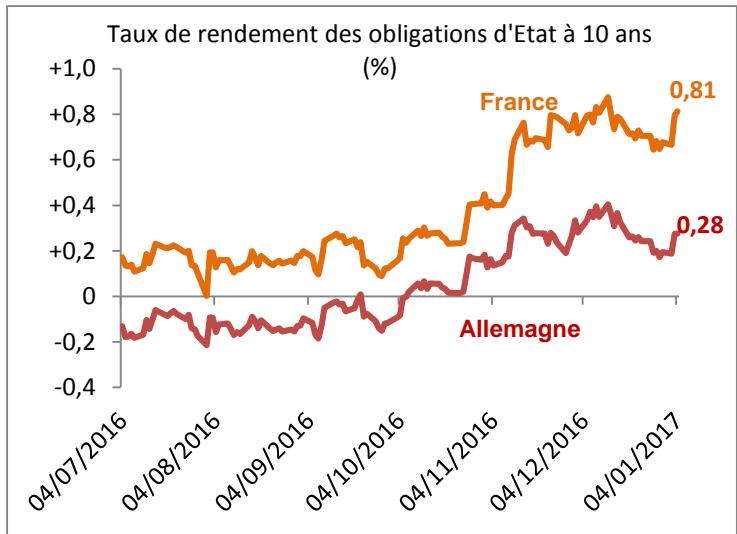
prestations ***chômage*** représentent 5,1% des prestations dans l'UE, pourcentage qui varie de 1% en Roumanie à 13,8% en Irlande (1,7% au Royaume-Uni, 3,9% en Allemagne, entre 5,5 et 6% en Autriche, au Pays-Bas et en Italie, et 6,2% en France). Enfin, le poste « ***logement et exclusion sociale*** » contribuait à 4% des prestations de l'UE, proportion qui va de 0,2% en Grèce à 7,7% au Royaume-Uni (2,8% en Allemagne et 5,5% en France).

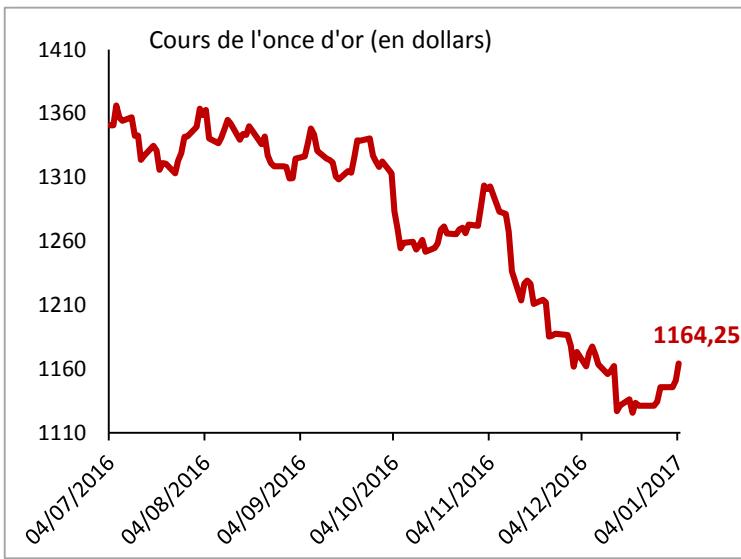
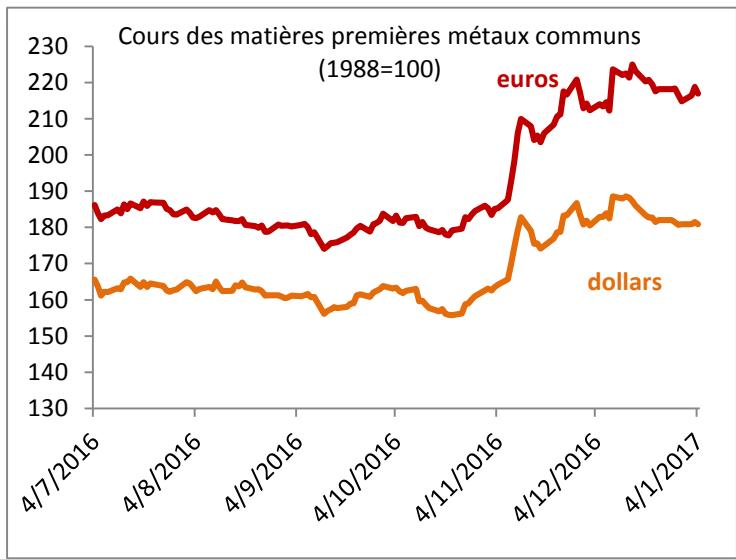
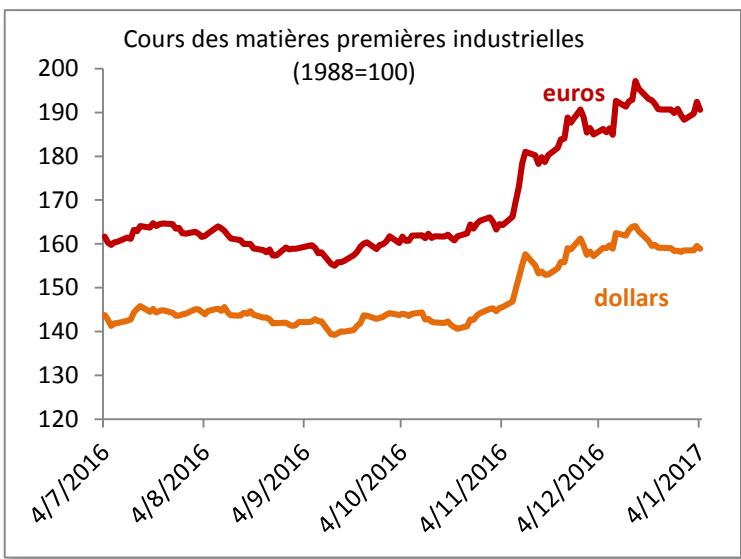
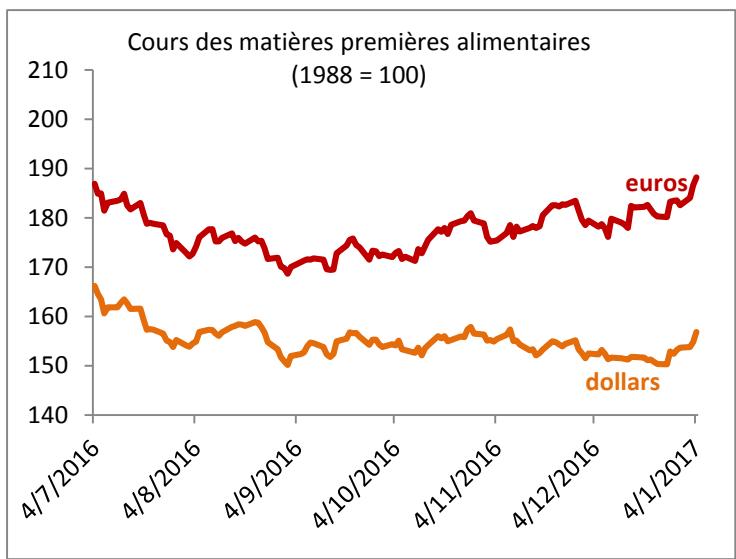
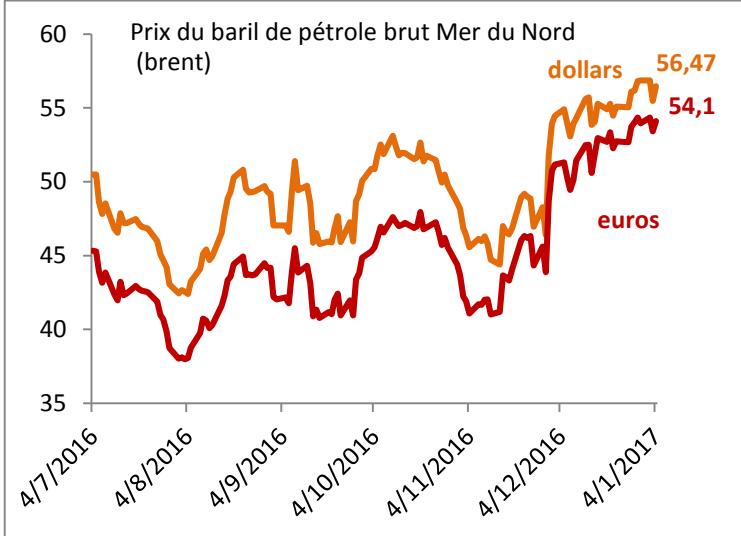
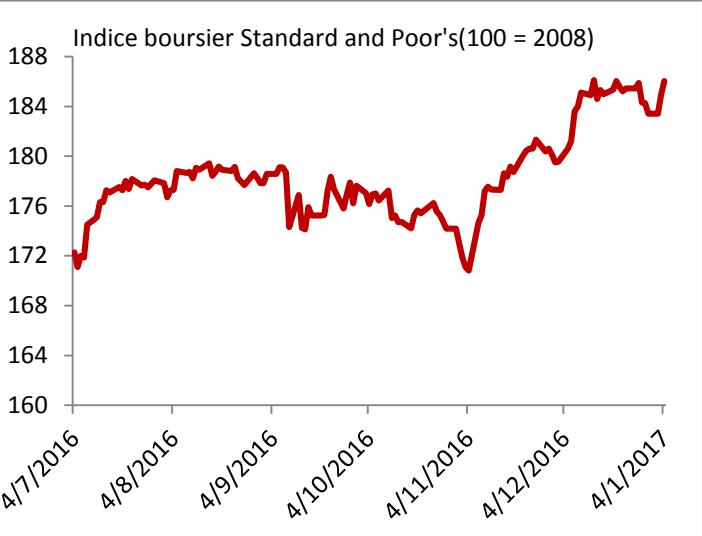
Prestations sociales par fonction en % du PIB (2014)

	TOTAL, dont:	Vieillesse et survie	Maladie / soins de santé et invalidité	Famille et enfance	Chômage	Logement, exclusion
France	34,3	15,6	12,0	2,7	2,1	1,9
Danemark	33,5	14,8	11,0	3,8	1,7	2,2
Finlande	31,9	13,3	11,1	3,3	2,6	1,5
Pays-Bas	30,9	13,1	13,1	1,0	1,7	2,0
Belgique	30,3	12,2	11,3	2,3	3,5	1,0
Italie	30,0	17,6	8,8	1,6	1,7	0,2
Autriche	30,0	15,2	9,7	2,9	1,7	0,6
Suède	29,6	12,8	11,2	3,1	1,1	1,2
Allemagne	29,1	11,4	12,5	3,3	1,1	0,8
UE	28,7	13,2	10,5	2,4	1,5	1,1
Royaume- Uni	27,4	11,8	10,2	2,8	0,5	2,1
Portugal	26,9	15,5	8,4	1,2	1,6	0,2
Grèce	26,0	16,9	6,8	1,1	1,1	0,1
Espagne	25,4	12,5	8,5	1,3	2,7	0,4
Slovénie	24,1	11,8	8,9	1,9	0,7	0,7
Chypre	23,0	12,8	5,4	1,4	2,0	1,5
Luxembourg	22,7	8,6	8,3	3,5	1,5	0,8
Croatie	21,6	9,4	9,9	1,6	0,5	0,2
Irlande	20,6	6,1	8,4	2,7	2,8	0,6
Hongrie	19,9	10,4	6,4	2,4	0,4	0,4
Rép. tchèque	19,7	9,3	7,5	1,7	0,6	0,6
Pologne	19,0	11,5	5,6	1,4	0,2	0,2
Bulgarie	18,5	9,2	6,5	2,0	0,5	0,3
Slovaquie	18,5	8,4	7,4	1,7	0,5	0,4
Estonie	15,1	6,7	6,2	1,6	0,4	0,1
Roumanie	14,8	8,2	5,1	1,2	0,1	0,2
Lituanie	14,7	7,0	5,7	1,1	0,4	0,5
Lettonie	14,5	7,5	4,8	1,3	0,6	0,2

Source : Eurostat

8. Tendances récentes des marchés : remontée de l'or ainsi que des taux français et allemand à 10 ans, euro à un niveau toujours bas





Contacts : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 6 janvier 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

- Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
- ou téléchargez l'application gratuitement sur :

